

# La dégradation de la situation au Burundi inquiète le Congo

## SUD-KIVU Les cicatrices des années 90 ne sont pas refermées

**BUKAVU**

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**P**répare-t-on la guerre ? Les Nations unies nous ont demandé de prévoir l'installation de 150.000 réfugiés burundais dans le sud de la province, du côté de Fizi... » Marcellin Cishambo, l'un des derniers gouverneurs élus du Congo (avec ses collègues du Nord-Kivu et du Bas-Congo, trois provinces qui n'ont pas été découpées) tente, autant que possible, de repousser les propositions onusiennes.

C'est qu'il a de la mémoire : « En 1994, pour des raisons humanitaires, le Zaïre de l'époque a été contraint d'accepter sur son territoire plus d'un million et demi de réfugiés hutus. Leur présence a entraîné deux guerres, d'innombrables conséquences dont jusqu'aujourd'hui nous subissons les séquelles... Les dégâts infligés à l'environnement ont été dramatiques ; des forêts entières ont été coupées et même dans la ville nous subissons des érosions, des glissements de terrain sur les collines. Qui, en dépit des promesses, nous a jamais dédommagés pour tout cela ? Et aujourd'hui que nous peinons encore à nous relever, on voudrait nous faire porter le poids de la crise au Burundi, qui pourrait encore empirer, dégénéraler en guerre... »

Les autorités du Sud-Kivu ne redoutent pas seulement l'irruption de réfugiés fuyant les

violences au Burundi, c'est également la guerre elle-même qu'ils craignent : les services de sécurité assurent que les fausses cartes d'identité congolaises dont étaient dotés des citoyens burundais qui tentaient de s'infiltrer dans leur pays d'origine avaient été imprimées au Rwanda...

**Les garçons issus de familles musulmanes sont recrutés par des membres pakistanais de la Monusco**

Et de rappeler que, voici trois ans, lorsqu'il s'était replié sur le Rwanda et l'Ouganda après sa défaite militaire, le mouvement rebelle pro-tutsi du M23 avait emporté du matériel électoral appartenant à la CENI (Commission électorale indépendante), ce qui lui permettait de fabriquer de fausses cartes d'électeurs. En outre, les services de sécurité congolais assurent avoir intercepté au Sud-Kivu un millier d'insurgés burundais formés au Rwanda et qui tenteraient de regagner leur pays, tentant ainsi de prendre à revers les forces fidèles au président Nkurunziza.

« Voudrait-on entraîner le Congo dans la guerre qu'on ne s'y prendrait pas autrement », s'interroge le gouverneur Cishambo...

À ces inquiétudes exprimées à Bukavu et partagées par la société civile, s'ajoute la situation confuse dans le « grand nord »

du Nord-Kivu, la région de Beni : les massacres s'y succèdent et ils sont attribués aux ADF Nalu, des rebelles d'origine ougandaise mais qui auraient des accointances avec des politiciens congolais désireux de revenir au pouvoir et des bandes mafieuses contrôlant strictement les trafics de matières premières.

Comme si cela ne suffisait pas, les Congolais ont l'impression de crier dans le désert lorsqu'ils rappellent que leur pays, avec le Rwanda, est l'un des derniers verrous empêchant les islamistes de pénétrer jusqu'au cœur du continent.

Or les menaces s'accumulent : les rebelles de Beni ont des liens avec les shebabs somaliens tandis qu'au Sud-Kivu tant les autorités que des membres éminents de la société civile relèvent de mystérieux mouvements : les garçons issus de familles musulmanes sont systématiquement recrutés par des membres des contingents pakistanais de la Monusco qui leur proposent finalement des bourses d'études et des séjours à l'étranger.

Le gouverneur Cishambo insiste : « Pour aller où, pour étudier quoi, nous n'en savons rien. Mais nous voyons les mosquées se multiplier, du côté de Walungu il y en avait 17 voici cinq ans, on en compte 59 aujourd'hui. Qu'est ce que cela signifie ? » ■

**COLETTE BRAECKMAN**